

Les consuls suisses à l'étranger reçoivent le journal.

Sixième année. — N° 41

Prix du numéro 10 centimes

Mercredi 18 Mai 1892

Bureaux: Rue Neuve, 19



ABONNEMENTS

Un an : Six mois :
 Suisse . . . 6 fr. 3 fr.
 Union postale . 12 » 6 »
 On s'abonne à tous les bureaux de poste

Paraissant le mercredi et le samedi, à Bienne

ANNONCES

Provenant de la Suisse . . . 20 ct. la ligne
 » de l'étranger . . . 25 » »
 Minimum d'une annonce 50 centimes
 Les annonces se paient d'avance

Organe de la Société intercantonale des industries du Jura, des Chambres de commerce, des Bureaux de contrôle et des Syndicats industriels.

Les Syndicats professionnels et le Socialisme parlementaire

La question des syndicats professionnels se pose décidément partout, et, en France tout particulièrement, l'attention publique est toujours plus attirée vers sa solution. On lira avec intérêt l'article suivant, dû à la plume autorisée d'un économiste français, M. Paul Beauregard, l'un des champions de la doctrine libre-échangiste en France:

La loi Méline et la loi Bovier-Lapierre

Battu aux élections municipales, le Socialisme va-t-il prendre sa revanche devant le Parlement? Nous le saurons bientôt, car à peine rentrés à Paris, Messieurs les Sénateurs et Messieurs les Députés vont avoir à s'occuper des syndicats professionnels; or, ceux-ci sont devenus, dans ces derniers temps, les instruments de prédilection du socialisme militant.

Nous avons, quant à nous, applaudi, quand, en 1884, on accorda aux ouvriers la liberté d'association. L'interdiction prononcée par les lois de la Révolution pouvait, à cette époque, s'excuser comme une mesure de circonstance, comme un moyen provisoire de sauvegarder la liberté du travail, récemment proclamée, et à laquelle il fallait plier les mœurs. Mais, depuis longtemps, cette interdiction eût pu être levée et l'évolution nécessaire de notre société libérale vers l'association eût dû suivre librement son cours.

Cependant, en approuvant les auteurs de la loi de 1884, nous ne supposons pas que la fondation des syndicats pût être exempte d'inconvénients. L'histoire des sociétés ouvrières eût suffi pour faire prévoir que beaucoup d'excès seraient d'abord commis, et que cette force nouvelle, dont le vrai rôle serait d'aider à l'entente entre les ouvriers et les patrons, servirait, d'abord, à rendre la guerre plus

acharnée. Il en a été ainsi en Angleterre pour les Trades-Unions, qui ne se sont assagies qu'à la longue; il en sera de même partout, et, plus d'ailleurs, dans notre pays de France où règnent l'abstraction, le goût de l'absolu, le mépris de l'incomplet et de la transition. — Le mouvement coopératif, si puissant aujourd'hui chez nos voisins, est mort, chez nous, de ses aspirations déréglées. On n'entendait pas améliorer son sort, il fallait d'un seul coup le transformer. Devenir les maîtres, supprimer le patronat, sinon foin de la coopération, tel fut le dilemme: et la coopération disparut. — Comment supposer qu'il pût en être autrement pour les syndicats? Eux aussi devaient se proposer d'abord de conquérir la toute-puissance: guerre au patron, guerre à l'ouvrier non syndiqué, guerre au syndicat rival, tel devait d'abord être leur programme, jusqu'au moment où, le temps et l'expérience modifiant leurs vues, une orientation nouvelle dirigerait leurs efforts vers un but réalisable et pratique.

Nous n'avons pas non plus la naïveté de supposer que la liberté nouvelle accordée aux ouvriers transporterait d'aise tous les patrons. Si beaucoup d'entre eux, obéissant aux préoccupations générales de notre époque, devaient essayer de s'entendre avec les syndicats ouvriers, il fallait bien s'attendre à ce que quelques-uns fissent exception, il fallait même prévoir que, parmi les mieux intentionnés, certains verraient leurs avances repoussées et seraient contraints de prendre une attitude défensive.

Tout cela était inévitable. Les habitudes ne se créent qu'à la longue, et il ne suffit pas de décréter que les patrons et les ouvriers s'entendent. Il fallait, la loi de 1884 une fois votée, laisser faire: les

conflits se seraient adoucis d'eux-mêmes, puis apaisés.

Malheureusement, l'intervention du Parlement menace de tout compromettre.

Deux projets de loi: l'un de M. Méline, l'autre de M. Bovier-Lapierre, auront, s'ils sont votés, ce résultat: d'encourager les syndicats ouvriers à la guerre contre les patrons, de leur donner les moyens les plus puissants pour triompher, en même temps qu'ils désarmeront les patrons et mettront en péril le sort de l'industrie.

Nous nous réservons d'étudier prochainement, ici même, le projet de M. Méline. Mais sans entrer dans les détails, il est facile de comprendre, qu'en donnant aux syndicats le droit de se faire banquiers, on bouleverse de fond en comble la loi de 1884. Des précautions avaient été prises par cette loi, pour empêcher qu'un enrichissement excessif ne permît aux syndicats une action tyrannique. Ces précautions disparaissent: désormais, la caisse sera largement ouverte, la spéculation deviendra licite, et, par elle, l'accaparement des industries. M. Méline n'y a probablement pas songé. Aux prises, à son tour, avec ce problème, insoluble parce qu'il est mal posé, du crédit agricole, il n'a pas aperçu le contre-coup de son projet sur les syndicats de l'industrie. Il a fait du socialisme sans le savoir. L'homme aux rubans verts est devenu M. Jourdain.

Pour la loi Bovier-Lapierre, c'est tout autre chose. La majorité qui l'a votée a fort bien su ce qu'elle faisait. Elle n'aime pas qu'on lui résiste, cette majorité. Elle a créé les syndicats ouvriers, il faut qu'on aime les syndicats ouvriers. Si quelqu'un se permet de ne pas les aimer, il ira en prison et paiera l'amende. En prison aussi, et à l'amende, l'industriel qui, atta-

qué, menacé d'interdit par un syndicat, prétendrait substituer chez lui à un personnel ennemi un personnel sympathique. Aimez les syndicats, dussiez-vous en mourir. C'est simple et net.

Nous n'exagérons pas.

Voici, en effet, le texte voté par la Chambre :

« Tous patrons, entrepreneurs d'ouvrages et contre-maîtres qui seraient convaincus d'avoir, par menaces de perte d'emploi ou de privation de travail, refus motivé d'embauchage, renvoi d'ouvriers ou employés à raison de leur qualité de syndiqués, violences ou voies de fait, dons, offres ou promesses de travail, contraint ou empêché de faire partie d'un syndicat et entravé ou troublé la création ou le fonctionnement des syndicats professionnels reconnus par la loi du 21 mars 1884, seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 100 à 2,000 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Il y avait bien, dans le projet, un deuxième alinéa qui punissait des mêmes peines : tout « ouvrier ou employé qui, par les mêmes moyens, aurait contraint un ou plusieurs ouvriers ou patrons à faire ou à ne pas faire partie d'un syndicat ou à sortir d'un syndicat », mais avec une incroyable désinvolture, la commission, qui proposait cet alinéa, a engagé la Chambre à le repousser et celle-ci s'est empressée d'obéir à l'invitation.

La Chambre a donc, au moyen de deux votes seulement, réalisé les jolis tours de force suivants :

1^o Création d'un délit d'intention, car chaque fois qu'un patron congédiera un ouvrier syndiqué, sous un prétexte quelconque, on aura le droit de prétendre qu'il l'a fait en haine du syndicat. Le juge scrutera les consciences et prononcera en maître.

2^o Excitation à la dissimulation, car celui-là seul évitera la peine qui saura cacher les vrais motifs de sa décision.

3^o Interdiction d'exprimer sa pensée quand elle n'est pas sympathique aux syndicats : n'embauchez pas l'ouvrier syndiqué, soit, mais ne lui dites pas pourquoi.

4^o Enfin pour couronner l'œuvre, distinction des citoyens en deux catégories, ce qui est un délit pour les uns étant déclaré parfaitement licite pour les autres : car, s'il est interdit au patron d'exclure un ouvrier parce qu'il est syndiqué, les ouvriers faisant partie d'un syndicat ont le droit d'obliger leur patron à congédier ceux qui ne sont pas syndiqués ou qui font partie d'un syndicat rival.

Tel est le projet voté par la Chambre. Entre autres résultats, s'il devenait loi, il produirait le suivant : un patron, sommé sous menace de grève, par la majeure partie de ses ouvriers, de congédier certains de leurs camarades parce qu'ils font partie d'un syndicat rival du leur, n'aurait à choisir qu'entre la ruine et la police correctionnelle. Mais, comme dit

M. Doumer, si, en votant une loi, il fallait prévoir toutes les hypothèses !

Voilà, certes, une loi bien remarquable par elle-même. Mais que dire de l'incroyable incohérence d'idées dont ses défenseurs ont fait preuve ? Quelques-uns, peu nombreux, ont su comprendre et dire qu'elle était anti-libérale et socialiste. Ceux-là, du moins, étaient logiques. Mais que penser des autres, qui n'ont pas craint de se poser en défenseurs de la liberté individuelle ? d'un homme comme M. de Mun, par exemple, montant à la tribune pour déclarer que si la loi n'était pas votée, « le droit d'association professionnelle, la liberté des syndicats ne serait qu'une illusion » ? Cependant, le droit des syndicats, c'est d'exister, et non de s'imposer. Si les ouvriers ont le droit de se syndiquer, les patrons ont le droit de préférer ceux qui n'usent pas de cette faculté ! Le droit des uns est limité par celui des autres, et c'est là le sort de tous les droits ! Quelques-uns des juristes qui sont à la Chambre, ont essayé de le dire : on leur a déclaré qu'ils embrouillaient la discussion. Ils n'ont pu se faire comprendre. Il paraît qu'aujourd'hui, même dans des cerveaux d'élection, les notions de justice et de liberté sont tellement obscurcies qu'il faut avoir fait une étude spéciale du *droit* pour arriver à les concevoir.

Nous n'en sommes pas surpris. La Chambre avait déjà, dans la discussion sur le tarif des douanes, montré comment elle entend le respect des libertés individuelles. Nos bons protectionnistes se lamentent fort au sujet de cette loi Bovier-Lapierre. Ils crient bien haut que leurs droits, que leurs libertés sont violés. Mais n'ont-ils pas donné l'exemple ? Qu'ont-ils donc fait, l'année dernière, des droits et des libertés de tous ? Sont-ils bien venus, ayant exigé la protection pour eux-mêmes, à la refuser aux syndicats ? Vraiment, de toutes les victimes que pourrait faire la loi Bovier-Lapierre, eux-seuls ne seraient pas à plaindre.

Mais nous espérons qu'il n'y aura pas de victimes. Les Chambres de commerce, vivement émuës du vote de la Chambre, vont prendre l'initiative d'une protestation contre le projet de loi. Toutes, elles s'accordent à le déclarer « attentatoire à la liberté et funeste aux intérêts des ouvriers eux-mêmes ». Leurs délibérations, transmises au Sénat, ne pourront qu'y recevoir un accueil favorable.

Le Sénat a déjà donné, en 1886, une preuve de sagesse en repoussant un premier projet de M. Bovier-Lapierre. Celui qu'on lui transmet aujourd'hui, revu et singulièrement aggravé, présente toutes les qualités voulues pour être rejeté avec enthousiasme. Nous comptons bien que l'enthousiasme ne fera pas défaut.

Exposition de Chicago

Le Comité des exposants suisses est convoqué d'urgence à Lausanne, Jeudi 19 mai courant, au Cercle Beau-Séjour, à 2 heures précises de l'après-midi, pour prendre connaissance de la réponse du Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, à la nouvelle requête qui lui a été adressée.

Il s'agit du chiffre de la subvention fédérale à accorder aux exposants horlogers, que le Vorort appuiera.

L'assurance contre la maladie et les accidents

La Société industrielle suisse, dont le comité central a envoyé à ses sections un questionnaire détaillé sur cette question, a reçu en retour 144 formulaires remplis. Les vœux émis qui ont été communiqués aux autorités fédérales peuvent se résumer comme suit.

L'assurance contre la maladie et les accidents par l'Etat doit être déclarée obligatoire pour tous les employés, ouvriers et apprentis occupés dans l'industrie, l'agriculture, le commerce et le service des communications, de même pour tous les domestiques ; enfin pour ceux des chefs de maisons ou celles des personnes dans une situation indépendante qui ne peuvent prouver disposer d'un revenu dépassant 3,000 francs ou posséder une fortune de plus de 50,000 francs. En outre, l'assurance doit être rendue accessible à toute personne depuis l'âge de 16 ans ; il en est de même pour l'assurance contre les accidents jusqu'à une somme de 5,000 francs.

On est aujourd'hui d'accord que l'assurance doit être organisée par l'Etat. Cette organisation et l'obligation découlent l'une de l'autre. Selon le comité, il serait désirable que l'assurance fût obligatoire pour tous ; mais comme on ne peut y arriver en ce moment, il veut s'en tenir à ce qu'on peut obtenir.

Les frais de l'assurance seront dans la règle supportés par l'assuré lui-même.

L'institution de l'assurance par l'Etat devra délivrer à l'assuré, outre les frais médicaux et pour soins, des secours jusqu'à concurrence des deux tiers de son salaire moyen et ce pour toutes les maladies, sauf celles qu'il se serait attirées lui-même par une faute grave, et pour les accidents légers n'entraînant qu'une incapacité de travail de moins de quatre semaines.

Les frais de l'assurance contre les accidents seront supportés : Pour les employés et ouvriers, les deux tiers par le patron et l'autre tiers par l'assuré ; pour les apprentis par le maître, à moins que le contrat d'apprentissage ne renferme d'autres dispositions. La responsabilité des patrons pour les accidents survenant dans l'exercice du travail et les maladies professionnelles sera supprimée.

En cas d'accidents, il sera payé à l'assuré l'équivalent du dommage qui résultera pour lui de tout accident survenant dans l'exercice de sa profession ou d'une autre manière, si une négligence grave ou un fait exprès ne peut lui être reproché. Eventuellement, lorsqu'il y aura faute ou négligence partielle de la part de la victime, l'indemnité pourra être proportionnelle.

Afin de diminuer autant que possible les maladies et les accidents, toutes les mesures préventives reconnues utiles seront prises, tant sous le rapport de l'hygiène et de la salubrité des locaux que comme installations d'appareils de sûreté contre les accidents.

L'assurance par l'Etat devra être organisée d'une manière simple et démocratique. Il devra être réservé aux assurés une participation équitable à l'administration et la surveillance de l'institution, de même que dans l'évaluation des dommages.

Les frais d'organisation et d'administration seront supportés par la Confédération.

NOUVELLES DIVERSES

Statistique horlogère. — Voici d'après la *Feuille officielle suisse du commerce*, un extrait du relevé trimestriel de nos exportations aux Etats-Unis, dressé par les consuls de ce pays en Suisse. Nous en donnons le tableau comparatif pour les trois dernières années :

Districts consulaires	Janvier-Mars
BALE	1890
(y compris agence de Ch.-de-Fonds)	
Horlogerie, fournitures.	Fr. 1,258,332
Boîtes à musique.	» 4,935
	1891
(y compris agence de Ch.-de-Fonds)	
Horlogerie, fournitures.	Fr. 1,759,532
Boîtes à musique.	» —
	1892
(y compris agence de Ch.-de-Fonds)	
Horlogerie, fournitures.	Fr. 1,384,104
Boîtes à musique.	» 1,400
BERNE	Janvier-Mars
	1890
Horlogerie, fournitures.	Fr. 48,410
	1891
Horlogerie, fournitures.	Fr. 36,866
	1892
Horlogerie, fournitures.	Fr. 43,479

GENÈVE

Janvier-Mars
1890

(y compris agence de Vevey)
Horlogerie, fournitures. Fr. 373,483
Boîtes à musique. » 163,127
1891

(y compris agence de Vevey)
Horlogerie, fournitures. Fr. 448,483
Boîtes à musique. » 194,192
1892

(y compris agence de Vevey)
Horlogerie, fournitures. Fr. 673,594
Boîtes à musique. » 221,946

Le congrès féministe de Paris.

Le congrès féministe que nous mentionnions dans notre dernier numéro, s'est terminé d'une assez drôle de façon. Madame Clémence Royer qui présidait a été impuissante à ramener le calme dans cette troisième et dernière séance.

Pendant près de deux heures, le congrès s'occupe de la recherche de la paternité.

Les incidents commencent lorsqu'un étudiant socialiste prend la parole sur cette question de la paternité; le tumulte augmente quand le docteur Barvèzieux déclare « que le seul moyen de relever la femme, c'est de lui donner plus de responsabilités, et que la recherche de la paternité a succombé sous le scandale qu'elle avait provoqué. »

Toutes les femmes, debout, parlent, crient et protestent en même temps. M. du Ballay dit qu'il va raconter un fait particulier, après le récit duquel tout le monde dira : « L'homme qui a fait cela est un lâche ! »

On n'attend guère que ce dernier mot, et plusieurs assistants, croyant qu'il leur est adressé, se précipitent vers l'orateur, l'invectivent et le menacent. C'est une bagarre épouvantable pendant laquelle s'époumonnent tous les assistants.

Peu à peu, cependant, le calme se rétablit, et l'on passe à l'adoption des vœux. Le congrès demande « l'application sévère des lois contre les parents indignes, la protection par l'Etat des enfants lorsque la déchéance des parents est prononcée, l'application sérieuse de la loi Rousselle, l'éducation gratuite municipale, intégrale et professionnelle des jeunes filles. » Relativement à la recherche de la paternité, le congrès, « considérant que tout enfant a droit à son père comme à sa mère, admet le vœu que la recherche de la paternité soit permise comme l'est la recherche de la maternité et demande que les enfants reconnus ou dont la filiation est régulièrement établie, soient assimilés aux enfants légitimes et jouissent sans aucune restriction ni réserve des mêmes droits successoraux. »

La séance a prit fin au milieu d'une certaine confusion.

COTE DE L'ARGENT

du 13 mai 1892

Facturé aux monteurs de boîte.

L'argent 800 laminé et fil à fr. 119. 95 le kilo
id. 805 id. id. » 120. 75 id.
id. 875 id. id. » 131. — id.
id. 900 id. id. » 134. 65 id.
id. 935 id. id. » 139. 75 id.

Le rédacteur responsable : Fritz HUGUENIN.

FABRIQUE DE BOITES

argent et galonné

Variétés pour tous pays. — Boîtes Dueber, Box cases, etc.

USINE HYDRAULIQUE

KRAMER & MOSER

BIENNE

Plusieurs récompenses aux expositions

Médaille d'argent Paris 1889

1871

FABRIQUE DE BALANCIERS COMPENSES

et façon compensés en tous genres

MAISON FONDÉE EN 1851

GEORGES ROULET

PONTS-MARTEL (Suisse)

Ouvrage fidèle et garanti

SOIGNÉ

BON COURANT

Tous mes balanciers soignés et ordinaires sont garantis pour compter

FABRIQUE DE CAISSES D'EMBALLAGE

Jules FATTET, Saint-Ursanne

Caisnes en tous genres, rabotées ou non rabotées — Spécialité de caises pour fabriques d'horlogerie, d'ébauches et finissages, de boîtes de montres, fabriques et magasins de fournitures d'horlogerie, chemiseries, confiseurs, commerce de raisins, etc.

Planchettes en tous genres, rabotées ou non; listes et lattes pour emballages. La maison livre par n'importe quelle quantité. Les commandes sont exécutées très promptement.

1596

Seules médailles d'argent. Exposition universelle, Paris 1878. — Paris 1889. — Médaille Chaux-de-Fonds 1881. — Diplôme Zurich 1883.

FABRIQUE D'AIGUILLES DE MONTRES EN TOUS GENRES

Maison fondée en
1812

WAGNON FRÈRES

Maison fondée en
1812

GENÈVE

Succursale et Dépôt: CHAUX-DE-FONDS, 5 rue Daniel Jean Richard
id. : LOCLE, rue Bournot 325

Spécialité d'aiguilles Louis XV: ciselées or, acier, en composition dorée. Breguet et Poires de toutes formes. Grandes et petites secondes, Chronographes, quantièmes, compteurs, etc.

1495

AVIS AUX FAISEURS DE SECRETS

ET FABRICANTS D'HORLOGERIE 1713

LA FABRIQUE DE LA TERRASSE

AU LOCLE

fournit les secrets américains de 13 à 24 lignes
avec têtes arrondies à des prix très avantageux.

AVIS

L'imprimerie de la **Fédération horlogère suisse** se recommande à MM. les Horlogers et aux Sociétés pour l'exécution prompte et soignée de tous les travaux dont ils ont besoin.

On demande

La maison Lecoultré et Co. au Sentier, demande pour entrer de suite, un horloger, sérieux, connaissant toutes les parties, pour la fabrication des finissages simples à remontoirs.

Adresser les offres par écrit au bureau du journal. 1743

Un jeune homme

pouvant prouver des prénotions considérables désire se placer comme volontaire ou apprenti chez un bon horloger ou dans une fabrique d'horlogerie.

Offressous chiffres **X 2 1 2 3** à Rodolphe Mossé à Zurich. (M2018c)

A vendre

Etude avec exécution pratique d'une montre simplifiée, fonctions complètes de remontoir et mise à l'heure, échappement à ancre.

S'adresser à 1746
Ch. HOURIET, horloger-technicien, Couvet.



1650

FRANÇOIS BOURGEOIS

Rue Levrier, 5, GENÈVE

RUBIS, SAPHIR, CHRYSOLITHE ET
GRENAT BRUT

Importation directe des Indes

USINE HYDRAULIQUE
pour la fabrication des Joyaux
d'horlogerie

Diamants et pierres de couleur taillées
pour la bijouterie

1612

FABRIQUE D'ÉBAUCHES.

Un technicien à la force de l'âge, 20 ans d'expérience, dans les meilleures fabriques, cherche une place, comme chef de fabrication des ébauches, remontoirs ou à clefs, finissage, mécanisme, taillage, etc. Il se chargerait aussi de toutes espèces de calibres nouveaux et à réformer, d'après les principes modernes etc.

S'adresser au Journal.

1725

Contrefaçon

Le soussigné met en garde M. M. les fabricants d'horlogerie contre la contrefaçon, faite par l'un de ses concurrents, ou qui pourrait être faite dans la suite par d'autres concurrents de son

ASSORTIMENT à COULISSE

breveté en date du 8 juillet 1891 sous le No. 3845 et qu'il livre dans des paquets portant la marque ci à côté, enregistrée le 29 février 1892.



Les contrefacteurs seront poursuivis par le soussigné et par les fabricants d'horlogerie intéressés, par tous les moyens que la Loi met à la disposition des propriétaires de brevets.

E. Indermuhle

fabricant d'assortiments, à Bienne (Suisse).

1741

FABRICATION D'HORLOGERIE en tout genre

Spécialité de petits Remontoirs de 10 à 13 lig. or, argent et aciers

Pour l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, l'Espagne et l'Amérique 1740

Schneider & Dulché

Rue du Doubs No 67, Chaux-de-fonds.

POUR FABRIQUES D'ÉBAUCHES ET DE

MONTRES

Outillage et méthode très simple pour plantage-perçage du barillet et des moyennes sertissage exact de l'échappement. 1570 b

S'adresser à

Ch. HOURIET,
horloger-technicien, Couvet.

POUR FABRIQUES D'ÉBAUCHES ET

SPÉCIALISTES

Appareil à revenir les pièces d'acier après la trempe avec thermomètre indiquant le degré de revenu.

S'adresser à 1570 b

Ch. HOURIET, Couvet

Fabricants d'horlogerie

Attention à la maison

MAROLLE-MERMOD

à Naples. 1737

=====

FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

=====

Téléphone

=====

Société des fabricants d'horlogerie et chefs d'ateliers de Bienne

La vitrine du Bielerhof, ayant encore un certain nombre de casiers disponibles, le comité soussigné rappelle aux fabricants et chefs d'ateliers intéressés, que les casiers sont loués au prix de fr. 2. 50 pour une année et fr. 1. 50 pour 6 mois et par casier. 1746

Le propriétaire du Bielerhof, chargé par convention avec la société, de l'exploitation de la vitrine, a remis ses pouvoirs à Monsieur Albert Chopard, comptable, qui vient d'ouvrir un bureau d'affaires au Bielerhof. Les intéressés pourront prendre avec lui tels arrangements qu'ils jugeront utiles.

Bienne, le 17 Mai 1892.

Au nom du comité:

Le secrétaire:

Le président:

F. Huguenin.

H. Thalmann.

VISITEUR. Un visiteur expérimenté dans la fabrication de l'Ebauche finissages remontoirs, qui pendant plusieurs années a été à la tête de la dite fabrication, cherche pour de suite ou pour plus tard un emploi analogue, ou comme visiteur de l'une de ces branches. Certificat à disposition.

Adresser les offres sous initiales **R. Z. 354** au bureau du journal. 1744

Berner Medaillen-Münze

Zürich 1883

Chaux-de-Fonds 1881

MARKÉ DÉPOSÉE

Diplôme pour meill. Pn.

Médaille d'argent

Médaille de l'Exposition Universelle, à Paris 1889. 1742

F. HOMBERG, graveur-médailleur

BERNE

Atelier pour la Frappe de fonds de montres

Assortiment riche de dessins — Album à disposition

Gravure artistique et industrielle sur métaux et bois

POINÇONS ET ESTAMPES POUR L'HORLOGERIE

Spécialité de Marques de Fabrique

On se charge gratuitement de l'Enregistrement au Bureau fédéral. Déjà 2000 marques ont été déposées par mon entremise et gravées dans mes ateliers.

J. TAMINIAU

4, Place Longemalle — GENÈVE — Place Longemalle, 4

HORLOGERIE et BIJOUTERIE

Successeur de Charles Bruguier, pour la fabrication des Tabatières et Bijoux à oiseaux chantants

Téléphone 1438

Téléphone 1438

Rhabillage, remise à neuf de pièces en tous genres 1673

Aluminium

1719

en planches, feuilles et fils de toutes dimensions
à l'Usine Genevoise de Dégrossissage d'or

HOTEL DE BIENNE (BIELERHOF)

vis-à-vis de la gare

Etablissement recommandable à MM. les voyageurs de commerce touristes ainsi qu'aux Sociétés.

Bonne cuisine — Vins naturels — Chambres à différents prix — Grandes salles — Bains et douches à l'hôtel — Table d'hôte à midi 10 minutes — Plats du jour — Restauration à la carte à toute heure — Exposition permanente de montres. Tous les mardis, marché d'horlogerie. 931
Se recommande **C. RIESEN-RITTER, propriétaire.**